

DISTRICT ARTOIS DE FOOTBALL
Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
300 CHEMIN DES MANUFACTURES
62800 LIEVIN

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30 juin 2025

DISTRICT ARTOIS DE FOOTBALL

Association régie par la loi du 1er juillet 1901
300 CHEMIN DES MANUFACTURES
62800 LIEVIN

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30 juin 2025

A l'Assemblée Générale de l'Association DISTRICT ARTOIS DE FOOTBALL,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association DISTRICT ARTOIS DE FOOTBALL relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes, sur la période du 1^{er} juillet 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Comité de Direction et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Comité de Direction.

Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à WASQUEHAL, le 30 septembre 2025
Le commissaire aux comptes

IN EXTENSO NORD AUDIT

Patrice DESBONNETS



Associé

Pièces annexées : Bilan, Compte de résultat, Annexe

BILAN ACTIF

	Du 01/07/2024 au 30/06/2025			Au 30/06/2024
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	43 843.00		43 843.00	43 843.00
Constructions	453 873.72	418 722.39	35 151.33	38 047.81
Installations techniques, matériel et outillages industriels	12 233.62	7 850.88	4 382.74	5 077.85
Autres immobilisations corporelles	117 584.66	55 279.97	62 304.69	34 020.15
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachés				
Autres titres immobilisées				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL I	627 535.00	481 853.24	145 681.76	120 988.81
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	13 374.60	2165.80	11 208.80	14 035.20
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	186 087.73	1 264.55	184 823.18	73 735.98
Valeurs mobilières de placement	403 650.39	3 483.45	400 166.94	476 962.07
Instrument de trésorerie				
Disponibilités	935 321.48		935 321.48	884 732.29
Charges constatées d'avance	6 442.27		6 442.27	5 532.94
TOTAL II	1 544 876.47	6 913.80	1 537 962.67	1 454 998.48
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	2 172 411.47	488 767.04	1 683 644.43	1 575 987.29



BILAN PASSIF

	Net au 30/06/2025	Net au 30/06/2024
PASSIF		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	323 071.03	323 071.03
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	934 680.48	934 680.48
Autres		
Report à nouveau	98 995.55	56 320.53
Excédent ou déficit de l'exercice	83 063.01	42 675.02
Situation nette(sous-total)		
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	24 228.03	
Provisions réglementées		
TOTAL I	1 464 038.10	1 356 747.06
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou dotations		
Fonds dédiés		
TOTAL II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	37 456.00	30 760.00
Provisions pour charges		
TOTAL III	37 456.00	30 760.00
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	32 536.59	22 251.19
Dettes des legs ou dotations		
Dettes fiscales et sociales	87 704.81	75 786.89
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		10 496.83
Autres dettes	61 908.93	79 945.32
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL IV	182 150.33	188 480.23
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 683 644.43	1 575 987.29



COMPTE DE RESULTAT

	Au 30/06/2025	Au 30/06/2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	17 256.00	18 120.00
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	9 849.00	11 178.00
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	302 432.21	281 956.43
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	490 128.82	419 321.15
Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats	6 049.70	1 600.00
Legs, donations et assurances vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	154 721.73	163 361.48
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	13 657.09	7 530.79
TOTAL I	994 094.55	903 067.85
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	10 142.98	22 121.20
Variation des stocks	1 227.00	-7 791.60
Autres achats et charges externes	530 120.11	505 389.62
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	3 263.17	3 880.82
Salaires et traitements	273 424.57	244 210.21
Charges sociales	98 721.02	88 692.09
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	14 927.66	10 687.37
Dotations aux provisions	11 517.50	5 744.00
Rapport en fonds dédiés		
Autres charges	13 985.54	20 466.12
TOTAL II	957 329.55	893 399.83
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	36 765.00	9 668.02
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participations	13 116.00	13 578.50
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisés		
Autres intérêts et produits assimilés	23 903.51	17 979.22
Reprises sur provision, dépréciations et transfert de charges	10 279.53	11 102.13
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	47 299.04	42 659.85
CHARGES FINANCIERES		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différence négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV		
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	47 299.04	42 659.85
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)	84 064.04	52 327.87



COMPTE DE RESULTAT

	Au 30/06/2025	Au 30/06/2024
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion courantes	1 576.97	
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
TOTAL V	1 576.97	
CHARGES EXEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion courantes		6 369.85
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements aux dépréciations et provisions		
TOTAL (VI)		6 369.85
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V – VI)	1 576.97	-6 369.85
Participations des salaires aux bénéfices (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	2 578.00	3 283.00
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 042 970.56	945 727.70
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	959 907.55	903 052.68
EXCEDENT OU DEFICIT	83 063.01	42 675.02
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	156 817.94	112 610.00
TOTAL	156 817.94	112 610.00
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	156 817.94	112 610.00
TOTAL	156 817.94	112 610.00



PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

Objet social

Le District Artois de Football est une association déclarée, créée avec l'accord de la Fédération Française de Football. Elle est régie par la loi du 1^{er} juillet 1901.

Le District Artois de Football assure la gestion du football sur le territoire. Il a plus particulièrement pour objet :

- D'organiser, de développer et de contrôler l'enseignement et la pratique du football sous toutes ses formes ;
- De délivrer les titres dépendant de ses compétitions et de procéder aux sélections qui lui incombent ;
- De mettre en œuvre le projet de formation fédérale ;
- D'entretenir toutes relations utiles avec la FFF, la ligue et les autres districts et ligues régionales ainsi que les groupements qui sont ou seront affiliés à la fédération, les pouvoirs publics et le mouvement sportif ;
- De défendre les intérêts moraux et matériels du football dans le territoire ;
- Et plus généralement, de prendre toute participation conforme à son objet statutaire.

Description des moyens mis en œuvre

Le District Artois de Football exerce son activité par tous moyens de nature à lui permettre de développer la pratique du football et d'encourager les clubs qui y contribuent, notamment par l'organisation d'épreuves dont il fixe les modalités et les règlements.

En tant qu'organe déconcentré de la FFF chargé d'une mission de service public déléguée par l'état, défend les valeurs fondamentales de la République Française. Le District applique les dispositions de l'article 1.1 des statuts de la FFF sur le territoire.

Le District Artois comprend les membres suivants :

- Les associations sportives affiliées à la FFF ayant leur siège social sur le Territoire ;
- Des membres d'honneur, donateur ou bienfaiteur, qualité décernée par le Comité Directeur du District à toute personne qui a rendu des services signalés à la FFF, à la Ligue, au District ou à la cause du football.

Le District Artois comprend les organes suivants qui contribuent à son administration et son fonctionnement :

- L'Assemblée Générale ;
- Le Comité Directeur ;
- Le Bureau

Les principaux moyens mis en œuvre par la structure pour réaliser ses activités sont :



Moyens matériels :

- Un immeuble en pleine propriété dont le siège est situé au 300 chemin des manufactures à LIEVIN
- Du matériel de bureau et informatique
- Du mobilier

Moyens humains :

- L'effectif se compose de 9 salariés permanents dont deux apprentis



FAITS CARACTERISTIQUES

Guerre d'Ukraine

L'invasion de l'Ukraine par la Russie nous expose à l'inflation, notamment sur la hausse du prix du gaz et de l'électricité.

Cela ne met pas en cause la continuité de l'exploitation du District.

Effectif

Le District a procédé en cours de saison à l'embauche d'une salariée administrative afin de répondre au mieux à la demande des clubs.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Comparabilité et continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.
La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels ont été arrêtés en conformité avec le règlement ANC n° 2018.06 relatifs au plan comptable général et aux comptes annuels des associations.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.



COMMENTAIRES

Ne sont mentionnées dans l'annexe que les informations à caractère significatif.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat et des frais annexes afférents (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation ou de la durée de vie économique :

- Constructions	7 ans
- Matériels et outillages techniques	5 à 10 ans
- Matériel de Transport	5 ans
- Installations générales et agencements	5 à 20 ans
- Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
- Mobilier	5 à 10 ans

Acquisition d'un Véhicule de Transport de personnes d'une capacité de neuf places d'une valeur de 32 720.26 euros (Prix TTC + frais annexes ; carte grise)

Stock

La valeur brute des marchandises comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Le stock brut comprend du matériel (écussons, tablettes et sacs médicaux) pour un montant de 13 375 €.

Une provision pour dépréciation est pratiquée pour un montant de 2 166 € concernant les tablettes, la valeur de vente est inférieure à la valeur d'acquisition.

La valeur nette s'élève à 11 209 €.

Créances

Les créances sont valorisées à la valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée en fonction de la situation spécifique de chaque débiteur.

Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées pour leur coût d'acquisition. Si l'évaluation à la clôture de l'exercice est inférieure au prix du marché une dépréciation est comptabilisée.



Provisions pour risques et charges

Des indemnités de fin de carrière sont versées par le District Artois de Football à ses salariés lors de leur départ à la retraite. L'engagement correspondant fait l'objet d'une évaluation actuarielle sous forme de provision.

Le District comptabilise une provision de 36 511 € pour l'engagement en matière d'indemnités de départ en retraite. La dette actuarielle étant supérieure à la provision présente au 30/06/24 une provision de 5 751 € a été effectuée.

Les engagements en matière d'indemnités de fin de carrière ont été déterminés selon les hypothèses suivantes :

- Taux de revalorisation des salaires : 1%
- Taux de rotation/Turnover : 1%
- Taux d'actualisation : 3.80 %
- Age de départ en retraite : 64 ans
- Taux de charges sociales : 35 %
- Table de mortalité utilisée par l'INSEE fin 2024

Dettes

Les dettes sont valorisées à leurs valeurs nominales.

Subvention

Les subventions sont rattachées à l'exercice pour lequel elles sont attribuées et s'élèvent à 490 128,82 €

Le détail des subventions :

	Motif de la subvention	2024/2025	2023/2024
FEDERATION FRANCAISE FOOTBALL	Subvention Conseiller technique	21 000	20 000
FEDERATION FRANCAISE FOOTBALL	Subvention Perfectionnement		1 000
FEDERATION FRANCAISE FOOTBALL	Subvention Préformation	10 606	9 255
FEDERATION FRANCAISE FOOTBALL	Subvention Arbitrage	1 500	6 000
FEDERATION FRANCAISE FOOTBALL	Subvention Gardien de But		400
LIGUE DES HAUTS DE FRANCE	Part fixe	55 000	50 000
LIGUE DES HAUTS DE FRANCE	Part variable /emploi	54 000	42 000
LIGUE DES HAUTS DE FRANCE	Contrat Objectif	72 487	72 201
LIGUE DES HAUTS DE FRANCE	Licences	186 278	140 152
LIGUE DES HAUTS DE FRANCE	Bénévoles	10 000	7 432
COMITE DEPARTEMENTAL	Actions football	49 158	42 740
AGENCE DES SERVICES PAIEMENTS	Subvention Apprenti	5 000	5 000
AGENCE DES SERVICES PAIEMENTS	Subvention Service Civique	100	640
AGENCE NATIONALE DU SPORT	Subvention départementale	22 500	22 500
ANPDF	Subvention aide réunion secteur	2 500	



Subvention d'équipement

Les subventions d'investissement perçues s'élevant à 25 805 € seront repris en résultat au rythme des amortissements pratiqués sur les investissements ; Quote-part de 1 577 € concernant l'exercice.

Le détail des subventions :

	Motif de la subvention	2024/2025	2023/2024
FEDERATION FRANCAISE FOOTBALL	Subvention FAFA Véhicule	13 000	
CREDIT AGRICOLE	Subvention Véhicule	6 000	
REGION	Subvention Véhicule	6 805	

Transferts de charges

Les transferts de charges sont constitués par :

- Reversement frais arbitrage : 154 373 €
- Reversement Opération Téléthon : 92 €

Caisse de solidarité – Mutuelle

Le solde s'élève au 30 juin 2025 à 42 943 €

Cette caisse a pour but de venir en aide à tous les membres dont la situation sociale nécessite une aide exceptionnelle. Son mode de fonctionnement ainsi que la nature des secours apportés sont prévus à l'article 79 des règlements généraux.



REMUNERATION ET CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Rémunération

Article 20 de la loi du 23 mai 2006 relatif à la rémunération du dirigeant.

Selon cet article, les associations dont le budget est supérieur à 153 000 € et recevant une ou plusieurs subventions de l'état ou de collectivités territoriales dont le montant est supérieur à 50 000 € doivent publier chaque année dans le compte financier les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature.

Cette disposition doit figurer dans les comptes annuels.

Dans l'association les trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles, salariés sont :

- Présidente
- Vice-Président délégué
- Directrice Administrative

Les deux premiers sont bénévoles et ne reçoivent pas de rémunération. Pour la directrice administrative cela reviendrait à communiquer des informations individualisées.

En conséquence aucune rémunération ou avantage en nature ne peuvent être divulgués, la loi ayant prévu que l'information doit être donnée de manière globale et non nominative.

Contributions volontaires en nature

Le District Artois de Football fait appel à 253 bénévoles œuvrant au sein des diverses commissions et de missions.

Le bénévolat est évalué à 9 239.51 heures soit à 156 818 €

L'évaluation des contributions volontaires a été réalisée sur la base du recensement des heures de présence des bénévoles élus ou membres de commissions sur la période du 1^{er} juillet 2024 au 30 juin 2025.

Ce nombre d'heures a été valorisé par le smic chargé.

Effectifs

Les effectifs sont répartis de la manière suivante

Catégorie	30 juin 2025	30 juin 2024
Cadre	1	1
Agents de maîtrise	6	5
Employé	0	0
Apprenti	2	1
TOTAL	9	7



ETAT DES IMMOBILISATIONS

2024 -2025	IMMOBILISATIONS	Valeur au 30 juin 2024	Augmentation	Diminution	Valeur au 30 juin 2025
INCO.	Frais d'établissement et de développement				
	Autres postes d'immobilisations incorporelles				
	TOTAL				
CORPORELS	Terrains	43 843			43 843
	Sur sol propre				
	Constructions Inst. Générales, agents & aménagts construct.	453 874			453 874
	Installations techniques, matériel & outillage industriels	11 827	406		12 233
	Inst. Générales, agents & aménagts construct.				
	Matériel bureau & informatique / Immo analytique / Transport	100 999	39 214	22 628	117 585
	Mobilier				
	TOTAL	610 543	39 621	22 628	627 535
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières				
TOTAL					
TOTAL DES IMMOBILISATIONS		610 543	39 621	22 628	627 535



ETAT DES AMORTISSEMENTS

2024 -2025	IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant au 30 juin 2024	Augmentation Dotation	Diminution Reprises	Montant au 30 juin 2025
INCorp.	Frais d'établissement et de développement				
	Autres postes d'immobilisations incorporelles				
	TOTAL				
CORPorells	Terrains				
	Sur sol propre				
	Constructions Inst. Générales, agents & aménagts construct.	415 825	2 896		418 722
	Installations techniques, matériel & outillage industriels	6 750	1 102		7851
	Inst. Générales, agents & aménagts construct.				
	Matériel de bureau & mobilier informatique	66 978	10 930	22 628	55 280
	Mobilier				
	TOTAL	489 553	14 928	22 628	481 853
	TOTAL DES AMORTISSEMENTS	489 553	14 928	22 628	481 853



ETAT DES PROVISIONS ET DEPRECIATIONS

		Montant début d'exercice	Augmentation Dotations de l'exercice	Diminution Reprise de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	Provisions pour investissement				
	Provisions relatives				
	Autres provisions réglementées				
	TOTAL I				
Provisions pour risques et charges	Provisions pour litiges		945		945
	Provisions pour amendes et pénalités				
	Provisions pour pertes de change				
	Prov. pour pensions et obligations similaires	30 760	5 751		36 511
	Virement de poste à poste				
	Provisions pour impôts				
	Prov. Pour renouvellement des immobilisations				
	Prov. Pour gros entretien et grandes rep.				
	Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices				
	Autres provisions pour charges				
	TOTAL II	30 760	6 696		37 456
Provisions pour dépréciation	Immobilisations	Incorporelles			
		Corporelles			
		Titres mis équivalence			
		Titres de participation			
		Autres immobilisations financières			
	Stocks	566	1599		2 166
	Créances	1 409	112	257	1 265
	Valeurs mobilières de placement	13 763		10 280	3 483
	TOTAL III	15 738	1 711	10 537	6 914
	TOTAL GENERAL (I+II+III)	46 498	8 407	10 537	44 370
Dont dotations et reprises :	D'exploitation		8 407	257	
	Financières			10 280	
	Exceptionnelles				



ETAT DES CREANCES

		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Actif immobilisé	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières			
	Club douteux ou litigieux	1 265		1 265
	Autres créances			
Actif circulant	Clubs débiteurs	59 715	59 715	
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Etat et taxe sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts taxes et versements assimilés			
	Divers			
	Confédération, fédération, union, associations affiliées	116 050	116 050	
	Débiteurs divers	9 058	9 058	
	Charges constatées d'avance	6 442	6 442	
TOTAUX		192 530	191 265	1 265



ETAT DES DETTES

	Montant brut	A moins d'un an	A plus d'un an	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
A 1 an max à l'origine				
A plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	32 537	32 537		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	45 743	45 743		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	39 383	39 383		
Impôts sur les bénéfices	2 578	2 578		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Autres impôts, taxes et assimilées				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédération, fédération, union, associations affiliées	10 966	10 966		
Autres dettes	50 943	50 943		
Produits constatés d'avance				
TOTAL	182 150	182 150		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice



CHARGES A PAYER ET PRODUITS A RECEVOIR

Les charges à payer sont des charges d'honoraires, d'impôt et de charges sociales dont l'échéance est reportée à un exercice ultérieur.

Charges à payer inclus dans les postes de bilan	Montant
Emprunts et dettes des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	223
Dettes fiscales	
Dettes sociales	62 359
Autres dettes	
TOTAL	62 582

Produits à recevoir inclus dans les postes de bilan	Montant
Immobilisations financières	
Clients et comptes rattachés	
Autres créances	8 113
Disponibilités	28 573
TOTAL	36 686



PRODUITS ET CHARGES CONSTATES D'AVANCE

Les charges constatées d'avance seront intégralement rapportées en résultat au cours du prochain exercice.

Charges constatées d'avance	Montant
Exploitation	6 442
Financières	
Exceptionnelles	
TOTAL	6 442

Produits constatés d'avance	Montant
Exploitation	
Financiers	
Exceptionnels	
TOTAL	



ETAT DES PRODUITS D'EXPLOITATION

	Total au 30 juin 25	Total au 30 juin 24
Cotisations	17 256	18 120
Ventes de prestations de services	302 432	281 956
Ventes	9 849	11 178
Subventions et autres concours publics	490 128	419 321
Mécénats	6 050	1 600
Reprises sur provisions et dépréciations	257	1 939
Transfert de charges	154 465	161 423
Autres produits	13 657	7 531
TOTAL	994 095	903 068



SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT

	Montant initial	Solde au début d'exercice	Subventions reçues durant l'exercice	Quote-part virée au résultat	Solde à la fin de l'exercice
Subvention Véhicule FAFA FFF	13 000		13 000	794	12 206
Subvention Véhicule – Crédit Agricole	6 000		6 000	367	5 633
Subvention Véhicule - Région	6 805		6 805	416	6 389
TOTAUX	25 805		25 805	1 577	24 228



VARIATION DES FONDS PROPRES

Variations des fonds propres	Solde au début d'exercice	Affectation du Résultat	Augmentations	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	323 071				323 071
Fonds propres avec droit de reprise					
Fonds propres complémentaires					
Réserves	934 680				934 680
Report à nouveau	56 321	42 675			98 996
Excédent ou déficit de l'exercice	42 675	-42 675	83 063		83 063
Subventions d'investissement sur bien non renouvelables					
Subventions d'investissement			25 805	1 577	24 228
TOTAUX	1 356 747	0	108 868	1 577	1 464 038

